

ACTION URGENTE

UN ARTISTE CHINOIS BATTU PAR LA POLICE

Le procès de l'artiste chinois Wu Yuren, battu par la police pendant sa détention, devrait avoir lieu fin octobre. Cet homme est détenu depuis le 31 mai et les autorités ne lui ont pas permis de bénéficier de soins médicaux. Sa famille et son avocat ont été informés qu'il était accusé d'« entrave à un service public ».

Le 31 mai, **Wu Yuren** a accompagné son ami Yang Licai au poste de police de Jiuxianqiao, dans le district de Chaoyang, à Pékin. Les deux hommes ont été placés en détention au poste de police. Wu Yuren a déclaré à son avocat que les policiers avaient fait preuve de violence verbale à leur égard, en particulier contre lui. Ils lui auraient notamment dit « tu te crois tellement important ». Plus tard dans la soirée, quatre ou cinq policiers l'auraient trainé hors de la pièce où Yang Licai et lui étaient détenus et l'auraient battu. Yang Licai a indiqué avoir entendu les cris de Wu Yuren et remarqué, le lendemain matin, que Wu Yuren n'avait plus de force dans un de ses bras. Lors de leurs entrevues, l'avocat de Wu Yuren a constaté, sur le bras, l'épaule, le front et le crâne de son client, la présence de blessures résultant du passage à tabac qu'il avait subi. Les autorités ont refusé d'enquêter sur les allégations selon lesquelles l'artiste aurait été battu et maltraité, et elles ont affirmé qu'il n'avait pas besoin de voir un médecin. Yang Licai a été libéré au bout de 10 jours.

Le 1^{er} juin, Wu Yuren et Yang Licai avaient été transférés au centre de détention du district de Chaoyang. Ni l'avocat ni la famille de Wu Yuren n'avaient été informés en bonne et due forme de sa détention ou de son arrestation officielle. Ils ont appris de manière officieuse que Wu Yuren était inculpé d'« entrave à un service public » et que l'affaire était désormais entre les mains du parquet et faisait l'objet d'une enquête. Il est plus particulièrement accusé d'avoir menacé verbalement et frappé un agent de police et d'avoir arraché une caméra des mains d'un autre agent qui filmait la scène.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en chinois, en anglais ou dans votre propre langue) :

- engagez les autorités à ouvrir immédiatement une enquête sur les allégations selon lesquelles Wu Yuren aurait été battu pendant sa détention ;
- exhortez-les à veiller à ce que Wu Yuren ne soit pas soumis à la torture ou à d'autres formes de traitement cruel, inhumain et dégradant pendant qu'il est en détention ;
- priez-les instamment de faire en sorte qu'il lui soit permis de recevoir la visite de ses proches et de bénéficier de tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin ;
- demandez qu'une juridiction indépendante examine sérieusement la demande de liberté sous caution de Wu Yuren.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 12 NOVEMBRE 2010 À :

Président du tribunal populaire du district de Chaoyang à Pékin :
Beijingshi Chaoyangqu Fayuan
2, Chaoyang Gongyuan Nanlu
Chaoyangqu
Beijingshi 100026
République populaire de Chine
Courriel : bjcyqfy_mygt@chinacourt.org
Formule d'appel : Dear Head, /
Monsieur,

Premier ministre de la République populaire de Chine :
WEN Jiabao Guojia Zongli
The State Council General Office
2 Fuyoujie, Xichengqu
Beijingshi 100017
République populaire de Chine
Fax : +86 10 6596 1109 (via le ministère des Affaires étrangères)
Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,

Copies à :
Procureur général du parquet suprême de la République populaire de Chine :
CAO Jianming Jianchazhang
Zuigao Renmin Jianchayuan
147 Beiheyandajie
Beijingshi 100726
République populaire de Chine
Formule d'appel : Dear Procurator, /
Monsieur le Procureur,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN ARTISTE CHINOIS BATTU PAR LA POLICE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Wu Yuren est un artiste en vue qui a récemment exposé seul pour la première fois à la galerie Tang Contemporary Art, à Hong Kong. Cet homme a été l'un des chefs de file d'une manifestation qui a eu lieu en février pour protester contre la démolition du O08 Art District, un complexe immobilier où vivent de nombreux artistes à Pékin, et il fait partie des signataires de la Charte 08, un manifeste qui réclame des réformes démocratiques et juridiques en Chine.

La Charte 08, qui a dans un premier temps été signée par près de 300 universitaires, juristes et responsables chinois, propose une profonde réforme juridique et politique en Chine dans le but d'établir un système démocratique respectueux des droits humains. Cette Charte a été lancée le 9 décembre 2008. De nombreux signataires ont été interrogés et harcelés par les autorités chinoises depuis son lancement, et l'un des principaux défenseurs de ce texte, Liu Xiaobo, a été condamné en décembre 2009 à 11 ans d'emprisonnement. En Chine, les défenseurs des droits humains qui essaient de rendre compte des violations, qui remettent en question des mesures jugées politiquement sensibles, ou qui tentent de rallier d'autres personnes à leur cause, risquent fortement de subir des atteintes à leurs droits fondamentaux. Les autorités ont recours à des chefs d'accusation définis en termes vagues et au champ d'application étendu, comme « vol, possession et divulgation de secrets d'État », « subversion » et d'autres infractions à caractère politique, pour arrêter arbitrairement et poursuivre des militants, des journalistes et des internautes.

L'article 18 de Code de procédure pénale chinois dispose que le Parquet populaire est responsable de la surveillance des lieux de détention ainsi que des enquêtes et des poursuites dans les cas d'infractions commises par des employés de l'État. En 2006, le Parquet populaire suprême a annoncé que tous les interrogatoires de suspects feraient l'objet d'un enregistrement vidéo. Cette mesure devait être effective dans toute la Chine fin 2007.

AU 215/10, ASA 17/040/2010, 1^{er} octobre 2010

AMNESTY
INTERNATIONAL

